

Leur système, c'est la guerre, la crise permanente et la destruction de l'environnement. Nos luttes sont porteuses d'un autre avenir !

La destruction de Gaza, la militarisation du monde, les conséquences destructrices du réchauffement climatique, les licenciements provoqués par la stagnation de l'économie mondiale... ce ne sont que quelques-uns des faits majeurs de la situation internationale qui impactent et déterminent nos vies et notre travail.

Qu'on soit agent d'entretien, prof, comptable ou surveillant·e, nous sommes au contact d'une jeunesse elle aussi impactée par l'éco-anxiété, l'inquiétude pour l'avenir, qui est la cible des propagandes racistes, masculinistes, chauvines et bellicistes de l'Etat, de l'extrême-droite et de nombreuses forces politiques qui s'alignent sur elle.

En tant que professionnel·les de l'éducation et militant·es syndicaux·les, comment faire face à cette situation ? quelle position défendre ? que dire à cette jeunesse ?

Bien des collègues se sentent mal à l'aise quand les jeunes posent ces problèmes, voire craignent ces moments. Certains se sentent tiraillé·es entre d'un côté l'envie d'engager le débat et de partager leurs sentiments et leurs analyses, et, d'un autre côté le devoir de réserve, quand ce n'est pas la peur de la répression. Nous n'oublions pas le blâme scandaleux reçu par une collègue d'un lycée de Sens, pour avoir simplement fait une minute de silence avec des élèves volontaires, pour les victimes des bombardements de Gaza.

Notre syndicalisme a besoin d'apporter des réponses pour l'immédiat qui sont indissociables de perspectives globales pour en finir avec les drames provoqués par le capitalisme mondialisé et financiarisé. Nous sommes devant la fameuse « *double besogne quotidienne et d'avenir* »¹ de la Charte d'Amiens.

L'immédiat, c'est militer pour nos conditions de travail et de vie, pour une éducation émancipatrice pour la jeunesse, contre les réformes destructrices de l'éducation. Les perspectives, c'est aider à comprendre pourquoi le monde plonge dans un chaos destructeur, et comment les luttes collectives du monde du travail sont porteuses d'un autre avenir.

Voilà l'objet de ce texte, qui fait suite à celui que nous avons adopté lors de notre CEN de mars 2025 (*L'avenir ça ne peut pas être la guerre*²) et qui, sans pouvoir être exhaustif, veut porter au débat des éléments de compréhension pour tracer des lignes directrices de notre intervention syndicale.

I - Un monde qui s'enfonce dans un chaos destructeur

Qui peut croire aujourd'hui que le capitalisme est porteur d'un avenir meilleur pour l'humanité ?

Folie militariste et multiplication des guerres

La planète a connu en 2024 le nombre de conflits armés le plus élevé depuis 1946³ : 61 conflits répartis entre 36 pays, selon l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo.

À Gaza, Israël mène une guerre génocidaire, avec l'accord des USA, son commanditaire, et l'appui de l'UE, ses alliés. La destruction du territoire et l'élimination de la population s'inscrivent dans un conflit plus large, visant le contrôle du Moyen Orient, de ses richesses (le pétrole) et de ses voies commerciales (la Mer Rouge), puisque ce sont pas moins de six autres fronts qui sont engagés, en Cisjordanie, Iran, Syrie, Liban, Irak, Yémen. Le prétendu accord de paix porté par Trump ne fait qu'entériner la soumission du peuple palestinien à la domination israélo-états-unienne. Il porte en lui de nouvelles guerres et pourrait se retourner contre ses promoteurs en préparant des explosions de colère dans tout le Moyen-Orient.

En Ukraine, l'agression du tyran Poutine a répondu à la pression de l'OTAN sur l'ancienne zone d'influence de la Russie, dont la plupart des pays ont rejoint l'UE depuis l'effondrement de l'URSS.

Les USA et ses alliés ont soutenu cyniquement le « *droit du peuple ukrainien à se défendre* » et financé l'armée ukrainienne, utilisant en réalité le sang du peuple ukrainien pour affaiblir la Russie... un concurrent et un allié de la Chine, désignée par les USA comme son ennemi principal⁴.

En Afrique, dans le silence et le mépris de l'occident, les seules guerres de République démocratique du Congo et du Soudan ont fait des millions de mort·es, des dizaines de millions de déplacé·es. À l'origine de ces conflits, les intérêts des multinationales qui pillent les matières premières, des frontières héritées du colonialisme véritables bombes à retardement, des pouvoirs et des milices au service des grandes puissances mondiales ou régionales.

La plupart de ces conflits trouvent leur cause, en dernier ressort, dans les tensions provoquées par les puissances

occidentales pour poursuivre leur pillage et leur domination sur le reste du monde, auxquelles répondent de nouvelles puissances, fauteuses de guerre en retour.

La plupart des pays du monde augmentent leurs budgets militaires, même si aucun ne peut rivaliser avec la puissance états-unienne. Ici, Macron a annoncé « *faire de la Défense une priorité* » et voudrait nous faire croire à une menace russe sur le pays. Le budget militaire est « *sanctuarisé* », passant de 32,3 milliards d'euros en 2017 à 47,2 milliards en 2025, et sont prévus 3,5 milliards de plus en 2026 et 3 autres milliards en 2027.

Les conséquences du militarisme et des guerres sont immédiates. Par le biais des budgets, elles provoquent un recul du niveau de vie et la casse des services publics utiles à la population.

Face à cette mondialisation des guerres, notre syndicalisme doit faire entendre que ces guerres ne sont pas les nôtres, nous ne serons « *ni chair à canon, ni chair à patron* ». Ce sont celles des intérêts des multinationales, de la finance et des États, dont l'État français, qui se mettent à leur service, prolongeant la concurrence et la guerre commerciale sur le terrain militaire.

Militer pour la paix et pour la solidarité internationale des travailleur-euses, faire partager ces perspectives aux jeunes dans nos établissements, signifie dénoncer le militarisme, la responsabilité de notre propre pays dans les guerres, préparer « *la guerre à la guerre* »⁵ cela commence par comprendre que nos adversaires ne sont pas les travailleurs sous l'uniforme qu'ils soient russes, chinois ou iraniens, mais bien les dirigeants des multinationales et de l'État dans notre propre pays fauteur de guerre.

Destruction de l'environnement conséquence de la fuite en avant productiviste du capitalisme

Chaque année marque un nouveau « record » de chaleur, avec pour conséquences les sécheresses, incendies, dômes de chaleur, inondations, tempêtes et cyclones et des atteintes massives contre la biodiversité.

Loin d'agir contre ces phénomènes, les dirigeants du monde les aggravent, que ce soit Trump et son « *Drill, baby, drill* », - soutien à l'industrie gazière et pétrolière - ou en France, Retailleau qui appelle à « *stopper le financement des énergies renouvelables* ». Macron et Bayrou ont fait voter la loi « Duplomb » qui comporte de nombreux reculs écologiques au profit de l'agrobusiness et qui est contestée par des centaines de milliers de personnes dont des milliers d'agriculteur-ices.

Quant aux dirigeants qui prétendent agir pour l'environnement, ils ne proposent le plus souvent que la politique des « petits gestes » et du greenwashing. Et ils attendent des professionnels de l'éducation que nous soyons les relais de ces actions insuffisantes, sous couvert d'« *éducation au développement durable* ». Quand nos sociétés occidentales détruisent la planète et exploitent la nature sans limite, il s'agit bien de leur opposer une action globale en vue de réorganiser la production, la consommation et nos modes de vie qui ne sont pas soutenables.

Pour répondre aux inquiétudes et à la colère bien légitimes de la jeunesse et de nos collègues sur ces questions, pour préparer un monde où nous pourrions vivre en harmonie avec notre environnement, nous avons besoin d'expliquer qu'il n'y aura pas de développement durable tant que la loi du profit règnera.

Montée de l'autoritarisme, de l'extrême-droite, des dictatures

USA, Argentine, Italie, Inde, Hongrie, Russie, Turquie, Israël... nombre de pays ont déjà basculé dans des régimes de dictatures populistes ou d'extrême-droite ou théocratiques. Dans d'autres, ces forces sont au porte du pouvoir. Ici, la concurrence de la macronie et du RN se fait au profit d'une politique toujours plus réactionnaire, ouvertement nationaliste, raciste et masculiniste.

Partout, les forces religieuses sont à l'offensive pour appuyer les forces réactionnaires, quand elles ne postulent pas directement elles-mêmes au pouvoir. Dans l'enseignement privé confessionnel, nous sommes directement concernés par la remise en cause des libertés de conscience et donc en première ligne pour résister à ces attaques. Partout, les droits démocratiques sont menacés au profit de politiques sécuritaires.

Ces évolutions globales correspondent au besoin des classes dominantes d'avoir à leur disposition des pouvoirs forts, répressifs, qui utilisent le racisme et le masculinisme pour diviser les classes populaires, et qui sont prêts à les soumettre les classes populaires quand elles se soulèvent contre la violence sociale de la pauvreté et du chômage.

Les rapides évolutions autoritaires aux USA témoignent que - pour peu qu'elles ne se plient pas à la fascisation en cours - toutes les couches de la société et institutions indépendantes sont visées et peuvent être frappées par la répression : les classes populaires, et aussi une partie des classes moyennes, notamment dans les secteurs

universitaires, médiatiques et artistiques, l'institution judiciaire, la banque centrale américaine, et même le FBI.

Le capitalisme incapable de sortir de la récession ou stagnation économique

Les faits sont accusateurs : les 10 hommes les plus riches de la planète possèdent plus que les 3,1 milliards de personnes les plus pauvres. La moitié de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour, parmi eux 700 millions de personnes sont en situation d'extrême pauvreté, avec moins de 2,15 dollar par jour d'après Oxfam⁶.

En France, *Challenges* révèle que les 500 Français les plus riches ont vu leur fortune multipliée par 14 depuis 30 ans. À l'époque, elle représentait 6 % du PIB. En 2024, elle atteint... 42 % ! Cette captation des richesses par les ultra-riches est organisée par la politique du gouvernement, avec ses 211 milliards de cadeaux aux entreprises en 2023 et l'objectif de 43,8 milliards d'économies budgétaires au détriment des classes populaires et des services publics⁷. Tout cela pour continuer de financer la dette qui a rapporté plus de 58 milliards aux financiers en 2024.

Cette politique se paie au prix de la pauvreté, 9,8 millions de personnes en 2023, 680 000 de plus en un an. Et au prix des licenciements, dont notre confédération dénombre il y a quelques mois 381 plans de licenciements et 300 000 emplois menacés. La Banque de France a comptabilisé près de 67 000 dépôts de bilan entre juin 2023 et mai 2024, 10 % de plus en un an.

Depuis la grande récession engagée en 2008-2009, le système économique est incapable de trouver de nouvelles voies de développement. Il a atteint ses limites géographiques, n'ayant plus de nouveaux marchés à conquérir, et aucune innovation technique ne lui offre des perspectives de rebonds. Les centaines de milliards spéculatifs exigent leurs profits, et la production- consommation des biens et des services sont incapables de leur fournir, alors le capital s'enrichit par le recul social, l'appauvrissement des classes populaires, le durcissement de l'exploitation au travail, le pillage sans limite de la nature, et la guerre. On est entré dans un capitalisme sénile qui « *accumule les profits par la dépossession* ».⁸

Trump, Macron et les autres ne contrôlent ni ces évolutions, ni le marché, ni la spéculation, ni la finance... Et les dirigeants des multinationales ne maîtrisent pas plus leur propre système qui leur échappe. Quand les évolutions du capitalisme plongent le monde dans le chaos, ceux qui croient le diriger tentent des remèdes qui aggravent le mal, préparant des crises plus graves encore, c'est ce qu'on a pu voir avec la politique du « *quoi qu'il en coûte* ».

II/ Les luttes collectives du monde du travail sont porteuses d'un autre avenir

À l'opposé de ces apprentis sorciers, il y a des forces sociales qui n'ont aucun intérêt à la généralisation du chaos destructeur et qui portent un autre avenir : le monde du travail, les classes populaires.

Le secteur de l'éducation subit une grave précarisation. Les programmes et le contenu de nos enseignements sont instrumentalisés, au profit de la morale et de la réussite individualistes, de l'élitisme, des intérêts financiers, voire de l'obscurantisme et des nouvelles idéologies à la mode parmi les classes dominantes.

Mais ces pressions n'empêchent pas des transformations profondes qui concernent l'ensemble du monde du travail à l'échelle du monde. Il s'est élargi, renouvelé, féminisé, rajeuni, cultivé. Il est connecté et dispose de toutes les informations de la planète.

Il s'est internationalisé avec la mondialisation et les migrations qui créent des liens entre les travailleurs du monde comme il n'en a jamais existé auparavant, provoquant la peur des classes dominantes qui hérissent des murs et mènent des politiques meurtrières contre les migrants.

Une conscience mondiale se construit. Le pêcheur des Tuvalu comme l'ouvrier agricole d'Andalousie subissent les conséquences du réchauffement climatique, comme ils subissent l'inflation, la récession... ou la Covid.

La jeunesse dans nos établissements est née avec cette mondialisation et a tous les éléments pour penser un monde global. Une partie d'entre elle s'engage dans des luttes et résistances, par exemple ici avec les « *soulèvements de la Terre* », ailleurs ce sont des insurrections comme au Togo, des grèves massives en Inde et ailleurs. Les tenants de l'ordre s'inquiètent de cette « *génération Z* » qui semble incontrôlable au Maroc, au Kenya, en Indonésie, à Madagascar...

Le renouveau du féminisme s'internationalise aussi. Les luttes pour l'avortement n'ont pas de frontières, et le #metoo contre les VSS s'est étendu à tous les pays et tous les métiers, remettant en cause le patriarcat, un des piliers des sociétés de domination.

Sur les lieux de travail, les travailleur·euses engagent des grèves pour leurs conditions de travail, pour leurs droits, contre les licenciements, dans les usines de la high-tech en Chine, l'aéronautique aux USA, les mines en Afrique du Sud...

« *Indignados* », « *Occupy Wall Street* », « *Gilets jaunes* », de nouvelles formes de luttes apparaissent, répondant à la volonté des exploité·es de prendre leurs affaires en main par eux-mêmes, redonnant vie à la devise de l'Association internationale des travailleurs « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* »⁹.

Il s'agit aussi de l'expression de la méfiance vis-à-vis des vieilles organisations du mouvement ouvrier, y compris les syndicats. En dehors des luttes et sans rapport de force, nous sommes souvent perçus comme impuissants, voire comme partie prenante du système, du fait d'une pratique répétée du « dialogue social » déconnectée des mobilisations.

Autour de nous, le syndicalisme est aussi vu comme sans perspective, certes bien utile dans notre secteur pour les mutations, les abus de pouvoir, la défense des droits quotidiens, mais impuissant sur les retraites, les suppressions de postes... sans parler des évolutions du monde. Notre syndicalisme sera d'autant plus utile aux luttes du monde du travail s'il parvient à faire comprendre que la satisfaction de nos revendications se heurte désormais à l'accaparement des richesses par des classes dominantes d'autant plus agressives que leur système s'effondre. Il ne s'agit évidemment pas de renoncer à nos luttes légitimes, mais de les mener avec lucidité, en sachant que nous faisons face à des adversaires décidés à ne rien céder. Cette conscience partagée doit nous rappeler que le monde du travail constitue la seule force capable d'enrayer la marche vers le chaos, en défendant ce qu'il reste d'organisation sociale, de solidarité et de culture. Car, qu'on en ait pleinement conscience ou non, ce sont les classes laborieuses qui font vivre la société pendant que la finance la détruit.

Les dirigeants du monde promettent comme Trump « *la paix par la guerre* », ce que répète Macron, en bon petit vassal : « *pour être libres dans ce monde, il faut être craints. Pour être craints, il faut être puissants* ». Ce monde nous n'en voulons pas.

La Charte d'Amiens affirmait « *Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit ... la réalisation d'améliorations immédiates ... Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ... et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.* »¹⁰

Dans une société qui n'a jamais été aussi riche, développée et internationalisée, redonner vie à cette perspective est urgent, et lui donner pleinement sa nouvelle dimension, internationale, en réponse au capitalisme mondialisé.

Les liens internationaux entre syndicats sont indispensables pour travailler à ces perspectives.

Notre syndicat peut y apporter sa pierre, nous qui sommes en lien direct avec la jeunesse qui pourra réaliser cet avenir.

Dès maintenant, notre CNS, réuni le 26 septembre 2025 adopte la résolution suivante :

La CGT Enseignement privé décide d'engager une campagne contre la guerre, sur la base des orientations de la motion adoptée en mars 2025 (L'avenir, ça ne peut pas être la guerre !) et du texte sur la situation internationale discuté lors de son Conseil national syndical. Ce dernier sera amendé pour être soumis au vote de la prochaine CEN. Il est urgent de contester la généralisation des guerres, le militarisme, et les tentatives d'embrigadement nationaliste de la jeunesse et de notre camp social. Cette campagne se déclinera sous forme de communiqués, d'articles, affiches, expression sur les réseaux sociaux, visibilité sur le site, etc.

Le Conseil National Syndical de la CGT-EP, à Montreuil, le 26 septembre 2025

1 [CGT - Charte d'Amiens](#) (Adoptée au IX^e congrès de la CGT en octobre 1906 par 830 voix pour, 8 contre et 1 abstention)

2 [L'avenir, ça ne peut pas être la guerre ! | CGT-Enseignement Privé \(CGT-EP\)](#)

3 [Tendances des conflits : un aperçu mondial, 1946-2024 – Institut de recherche sur la paix d'Oslo \(PRIO\)](#)

4 [La Chine : Une menace externe et interne pour les États-Unis](#)

5 C'était la position de la CGT et du mouvement ouvrier en 1912, avant leur ralliement à l'union sacrée en 1914 après l'assassinat de Jaurès.

6 [La pauvreté dans le monde en 2023 : causes, conséquences et solutions](#)

7 [L'Éducation et l'ensemble des services publics sacrifiés, l'Armée et le monde de l'entreprise sanctuarisés – UNSEN CGT Educ'action](#)

8 Cf David Harvey [Accumulation par dépossession](#) — Wikipédia

9 [Statuts généraux de l'Association internationale des travailleurs](#) (1864-66)

10 [CGT - Charte d'Amiens](#)